



# Déclaration pour l'impôt sur le revenu de l'année 2017

Ce formulaire est destiné aux personnes physiques résidentes et non résidentes. La déclaration est à remettre remplie et signée pour le 31 mars 2018 au bureau d'imposition compétent sous peine d'un [supplément d'impôt pour dépôt tardif ou non-dépôt](#). Les personnes physiques qui n'ont pas leur domicile fiscal ou leur séjour habituel au Luxembourg doivent remplir la rubrique «non-résidents» à la page 3.

## signalétique

	contribuable	contribuable conjoint/partenaire
nom	<input type="text"/> 101	<input type="text"/> 102
prénom	<input type="text"/> 103	<input type="text"/> 104
date de naissance / n° d'identification personnelle	<input type="text"/> 105 année mois jour	<input type="text"/> 106 année mois jour
lieu de naissance (localité / pays)	<input type="text"/> 107	<input type="text"/> 108
numéro de dossier		
à indiquer obligatoirement (si attribué) : <input type="text"/> 109		
profession ou genre de l'activité	<input type="text"/> 110	<input type="text"/> 111
téléphone (accessible le jour)	<input type="text"/> 112	<input type="text"/> 113
courriel	<input type="text"/> 114	<input type="text"/> 115
domicile ou séjour habituel <u>actuel</u>		
numéro - rue	<input type="text"/> 116 <input type="text"/> 117	<input type="text"/> 118 <input type="text"/> 119
code postal - localité	<input type="text"/> 120 <input type="text"/> 121	<input type="text"/> 122 <input type="text"/> 123
pays	<input type="text"/> 124	<input type="text"/> 125
<u>ancien</u> domicile ou séjour habituel à indiquer uniquement en cas de changement entre le 1/1/2017 et le 31/12/2017		
du 1/1/2017 au	<input type="text"/> 126	<input type="text"/> 127
numéro - rue	<input type="text"/> 128 <input type="text"/> 129	<input type="text"/> 130 <input type="text"/> 131
code postal - localité	<input type="text"/> 132 <input type="text"/> 133	<input type="text"/> 134 <input type="text"/> 135
pays	<input type="text"/> 136	<input type="text"/> 137

## coordonnées bancaires

titulaire du compte	<input type="text"/> 138
code IBAN	<input type="text"/> 139
SWIFT BIC	<input type="text"/> 140

## état civil (ne pas remplir par les partenaires qui demandent l'imposition collective, à la page 3, cases 301 à 304)

<input type="checkbox"/> célibataire	} depuis le: <input type="text"/> 141	<input type="checkbox"/> séparé(e)	} le: <input type="text"/> 142
<input type="checkbox"/> marié(e)		<input type="checkbox"/> en vertu d'une <a href="#">dispense légale</a> accordée	
<input type="checkbox"/> divorcé(e)		<input type="checkbox"/> en vertu d'un jugement de <a href="#">séparation de corps</a> prononcé	
<input type="checkbox"/> veuf / veuve		<input type="checkbox"/> en vertu d'une <a href="#">dispense de l'autorité judiciaire</a> accordée	

classe d'impôt:	<input type="text"/> 0730	date d'entrée:	<input type="text"/>
-----------------	---------------------------	----------------	----------------------

n° dossier										année 2017									

1. enfants ayant fait partie du ménage du contribuable

nom et prénom de l'enfant		date de naissance / n° d'identification personnelle		demande de la modération d'impôt pour enfants *	spécification de la formation professionnelle
a) enfants âgés de moins de 21 ans au 1/1/2017 ou nés en cours de l'année					
201		202		<input type="checkbox"/> * 203	
204		205		<input type="checkbox"/> * 206	
207		208		<input type="checkbox"/> * 209	
210		211		<input type="checkbox"/> * 212	
b) enfants âgés d'au moins 21 ans au 1/1/2017 et ayant poursuivi de façon continue des études de formation professionnelle					
213		214		<input type="checkbox"/> * 215	216
217		218		<input type="checkbox"/> * 219	220
221		222		<input type="checkbox"/> * 223	224
c) enfants âgés d'au moins 21 ans au 1/1/2017 jouissant de l'allocation familiale continuée (enfants handicapés ou infirmes)					
225		226		<input type="checkbox"/> * 227	

\* A cocher uniquement au cas où la modération d'impôt pour enfants n'a pas été accordée sous la forme d'allocation familiale par la CAE, d'aide financière de l'Etat pour études supérieures ou d'aide aux volontaires.

Dans le cas des contribuables vivant en ménage sans être mariés, qui ont des enfants communs pour lesquels aucune allocation familiale, aide financière pour études supérieures ou aide aux volontaires n'a été payée, la modération d'impôt pour enfant sous la forme de dégrèvement d'impôt sera accordée à un seul des parents (modèle 104).

7510 | 7520

2. enfants n'ayant pas fait partie du ménage du contribuable

voir rubrique «charges extraordinaires» CE (page 15, cases 1516 et suivantes)

3. demande de l'application du crédit d'impôt monoparental - CIM

☐ 228 Je demande le **crédit d'impôt monoparental** pour personne appartenant à la classe 1a, ayant au moins un enfant appartenant au ménage et à laquelle le crédit d'impôt monoparental n'a pas été bonifié par l'intermédiaire de l'employeur ou d'une caisse de pension. Le crédit d'impôt n'est pas accordé lorsque les deux parents de l'enfant partagent, avec leur enfant, une habitation commune.

nom et prénom de l'enfant (enfant(s) visé(s) sous 1 ci-dessus)	montant mensuel des allocations perçues *
229	230
231	232
233	234

\* Par allocations, il convient de comprendre les rentes alimentaires, le paiement des frais d'entretien, d'éducation et de formation professionnelle, etc. Les rentes-orphelins et les prestations familiales (allocations familiales) n'entrent pas en ligne de compte.

Lorsqu'aucun revenu n'est déclaré dans les rubriques C, A, I, S, P, CA, L et D, les moyens de subsistance doivent être indiqués ci-dessous:

	235
	236
	237

4. demande de la bonification d'impôt pour enfant

☐ 238 Je demande une **bonification d'impôt pour les enfants** pour lesquels le droit à une modération d'impôt a expiré en 2015 ou en 2016. Au-delà d'un revenu imposable ajusté de 76.600 euros, la bonification d'impôt n'est plus accordée, sauf lorsque le nombre d'enfants visés au point 1 ci-dessus dépasse 5 unités.

nom et prénom de l'enfant	date de naissance / n° d'identification personnelle
239	240
241	242

0805

# RENSEIGNEMENTS ET DEMANDES COMPLEMENTAIRES

n° dossier						année 2017					

## partenaires (pour résidents et non-résidents)

- ☐ 301 Nous demandons l'imposition collective au sens des articles 3bis et 157ter (5) L.I.R. pour l'année d'imposition 2017. Nous déclarons que nous avons partagé un domicile ou une résidence commun et que le partenariat a existé du début à la fin de l'année d'imposition 2017.

Date de la déclaration du partenariat:  302

Document établi par les autorités compétentes : ☐ 303 en annexe  
☐ 304 déjà présenté

La demande est valablement formulée lorsque la présente rubrique «partenaires» est remplie et lorsque la déclaration pour l'impôt sur le revenu est introduite et signée par chacun des partenaires.

## époux dont l'un est contribuable résident et l'autre une personne non résidente

- ☐ 305 Nous demandons l'imposition collective au sens de l'article 3 d) L.I.R. pour l'année d'imposition 2017. Nous déclarons qu'au moins 90% des revenus professionnels de notre ménage sont réalisés pendant l'année d'imposition par le contribuable résident au Luxembourg.

En signant la présente déclaration pour l'impôt sur le revenu ensemble avec le contribuable résident, la personne non résidente demande à être imposée collectivement avec son conjoint en vertu de l'article 3 d) L.I.R. et à être imposée comme si elle avait été contribuable résident (article 6 (4) L.I.R.). Les revenus annuels du conjoint non résident sont à justifier par des documents probants.

## non-résidents (à remplir par les contribuables qui n'ont pas leur domicile fiscal ou leur séjour habituel au Luxembourg)

### élection facultative d'un domicile au Luxembourg (adresse pour la notification des bulletins d'impôt)

	pour le contribuable		pour le contribuable conjoint/partenaire	
nom et prénom	306		307	
date de naissance / n° d'identification personnelle	308		309	
	année	mois	année	mois
numéro - rue	310	311	312	313
code postal - localité	314	315	316	317

Les contribuables non résidents doivent indiquer leurs revenus de source luxembourgeoise dans les colonnes «revenus non exonérés».

- Les contribuables non résidents mariés sont imposés dans la classe d'impôt 2 s'ils sont imposables au Luxembourg de plus de 50% des **revenus professionnels** de leur ménage (revenus des rubriques C, A, I, S et P). Le cas échéant, la case 318 doit être cochée et les cases 320 à 322 doivent être remplies en prenant en considération les revenus professionnels du ménage (\*).

☐ 318 Plus de 50% des revenus professionnels de mon ménage sont imposables au Luxembourg.

Les revenus de source non luxembourgeoise sont à indiquer dans les colonnes «revenus exonérés» et ne sont pris en compte que pour la détermination du seuil des revenus du ménage imposables au Luxembourg. Si les deux époux réalisent des revenus professionnels imposables au Luxembourg, les conjoints sont imposables collectivement.

- ☐ 319 Demande pour l'**application des dispositions de l'article 157ter L.I.R.** Tous les revenus de source luxembourgeoise (revenus non exonérés) et de source non luxembourgeoise (revenus exonérés) du contribuable et de son conjoint doivent être déclarés.

Sur demande, les contribuables non résidents sont imposés au Luxembourg au taux d'impôt qui leur serait applicable s'ils étaient résidents du Luxembourg. Les contribuables non résidents sont en droit d'opter pour l'application des dispositions de l'article 157ter L.I.R. si au moins 90% du total de leurs revenus tant indigènes qu'étrangers sont imposables au Luxembourg. En ce qui concerne les contribuables non résidents mariés, il suffit que l'un des époux satisfasse à cette condition. Les mêmes conditions sont applicables en cas d'imposition collective des partenaires.

Pour les résidents belges, cette demande vaut, le cas échéant, également pour l'application des dispositions de l'article 24 de la convention belgo-luxembourgeoise contre les doubles impositions si au moins 50% du total des revenus professionnels sont imposables au Luxembourg.

Les dépenses spéciales (cases 1301 à 1432 et 1439 à 1461), les charges extraordinaires (cases 1501 à 1515) et le crédit d'impôt monoparental (cases 228 à 237) ne sont applicables que pour les contribuables non résidents qui demandent l'application des dispositions de l'article 157ter L.I.R. ou de l'article 24 de la convention belgo-luxembourgeoise. Le cas échéant, la case 319 doit être cochée et les cases 320 à 322 doivent être remplies en prenant en considération le total des revenus tant indigènes qu'étrangers (\*).

(\*) Détermination du seuil des revenus imposables au Luxembourg

$$\frac{\text{total des revenus «non exonérés»} \times 100}{\text{total des revenus «non exonérés» et «exonérés»}} = \frac{\text{320} \times 100}{\text{321}} = \text{322} \%$$

n° dossier								année 2017			

## revenus non exonérés

## revenus exonérés

contribuable

contribuable  
conjoint/partenaire

contribuable

contribuable  
conjoint/partenairedétermination du **bénéfice commercial**

C1

A. bénéfice d'une entreprise commerciale individuelle	401	402	403	404
B. part(s) de bénéfice d'une entreprise commerciale en commun (société en nom collectif, société en commandite simple, etc.)	405	406	407	408
désignation de l'entreprise	n° dossier	bureau d'imposition		
a) 409	410	411		
b) 412	413	414		
c) 415	416	417		
C. <b>commissions d'assurances</b> (joindre le certificat émis par l'entreprise d'assurances)	418	419	420	421
- dépenses (déduction forfaitaire)	422	423	424	425
- dépenses (suivant annexe)	426	427	428	429
D. <b>bénéfice de cession</b> ou de cessation non compris sous A., B. ou C. ci-dessus (suivant annexe)	430	431	432	433
E. bénéfices divers (commissions, etc.)				
+ recettes (suivant annexe)	434	435	436	437
- dépenses (suivant annexe)	438	439	440	441
<b>total A+B+C+D+E</b> (revenu à reporter)	442	443	444	445
Le bénéfice commercial au sens de l'article 10, no 1 L.I.R. sert de base au calcul des cotisations des Chambres professionnelles.				
	0038	0039	6040	

Veuillez reporter les totaux des cases 442 à 445 à la page 16 «revenu imposable 2017», cases 1601 à 1604. La présente rubrique «Bénéfice commercial» (feuille C) ensemble avec les annexes fait partie intégrante de votre déclaration d'impôt.

## amortissement selon l'article 32, alinéa 1a L.I.R.

C2

☐ 446 demande (la demande doit être appuyée par un bilan fiscal) montant de l'amortissement non déduit au bilan fiscal 2017

447

## retenues d'impôt imputables

C3

retenue d'impôt à la source luxembourgeoise (article 6 de la loi modifiée du 23 décembre 2005) sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière (opérée sur des revenus à imposer au titre de bénéfice commercial)

448

1011/1013

retenue d'impôt à la source sur les revenus de capitaux (dividendes, etc.) (opérée sur des revenus imposés au titre de bénéfice commercial)

449

1016

## bonifications d'impôt

C4

☐ 450 demande pour une **bonification d'impôt pour investissement** (selon le modèle 800)

451

1070

☐ 452 demande pour une **bonification d'impôt en cas d'embauchage de chômeurs** (selon le modèle 805) (le certificat de l'Administration de l'emploi attestant le placement et la continuation de l'emploi est à joindre pour chaque salarié)

453

1075

☐ 454 demande pour une **bonification d'impôt pour investissement dans la formation professionnelle continue** (le certificat délivré par le Ministre des Finances est à joindre)

455

1077

n° dossier								année 2017			

## revenus non exonérés

## revenus exonérés

contribuable

contribuable  
conjoint/partenaire

contribuable

contribuable  
conjoint/partenairedétermination du **bénéfice agricole et forestier**

A1

A. bénéfice d'une exploitation agricole individuelle (selon le modèle 141 ou 144)	501	502	503	504
B. part(s) de bénéfice d'une exploitation en commun (société en nom collectif, société civile, etc.)	505	506	507	508
désignation de l'exploitation	n° dossier	bureau d'imposition		
a) 509	510	511		
b) 512	513	514		
c) 515	516	517		
C. bénéfice forestier				
+ recettes (suivant annexe)	518	519	520	521
- dépenses (suivant annexe)	522	523	524	525
D. <b>bénéfice de cession</b> ou de cessation non compris sous A., B. ou C. ci-dessus (suivant annexe)	526	527	528	529
<b>total A+B+C+D</b>	530	531	532	533
	0058	0059	6060	

à déduire:

investissements nouveaux en outillage et matériel productifs, ainsi qu'en aménagement de locaux (article 128<sup>ter</sup> L.I.R.)

534	535
0080	

**total A+B+C+D - déductions** (revenu à reporter)

536	537	538	539
-----	-----	-----	-----

Veuillez reporter les totaux des cases 536 à 539 à la page 16 «revenu imposable 2017», cases 1605 à 1608. La présente rubrique «Bénéfice agricole et forestier» (feuille A) ensemble avec les annexes fait partie intégrante de votre déclaration d'impôt.

**amortissement selon l'article 32, alinéa 1a L.I.R.**

A2

- ☐ 540 demande (la demande doit être appuyée par un bilan fiscal) montant de l'amortissement non déduit au bilan fiscal 2017

541
-----

**retenues d'impôt imputables**

A3

retenue d'impôt à la source luxembourgeoise (article 6 de la loi modifiée du 23 décembre 2005) sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière (opérée sur des revenus à imposer au titre de bénéfice agricole et forestier)

542
1011/1013

retenue d'impôt à la source sur les revenus de capitaux (dividendes, etc.) (opérée sur des revenus imposés au titre de bénéfice agricole et forestier)

543
1016

**abattement et bonifications d'impôt**

A4

- ☐ 544 demande pour l'abattement fiscal spécial en cas d'aides à l'installation (article 53 de la loi du 27 juin 2016) (le certificat délivré par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est à joindre)
- ☐ 546 demande pour une **bonification d'impôt en cas d'embauchage de chômeurs** (selon le modèle 805) (le certificat de l'Administration de l'emploi attestant le placement et la continuation de l'emploi est à joindre pour chaque salarié)
- ☐ 548 demande pour une **bonification d'impôt pour investissement dans la formation professionnelle continue** (le certificat délivré par le Ministre des Finances est à joindre)

545
0670
547
1075
549
1077

# BÉNÉFICE PROVENANT DE L'EXERCICE D'UNE PROFESSION LIBÉRALE

n° dossier										année 2017									

## revenus non exonérés

contribuable

contribuable  
conjoint/partenaire

## revenus exonérés

contribuable

contribuable  
conjoint/partenaire

### détermination du bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale

I1

A. bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale exercée à titre individuel

1. bénéfice établi suivant bilan et compte de profits et pertes joints

601

602

603

604

2. comparaison des recettes et des dépenses (T.V.A. comprise)

+ recettes (suivant annexe)

605

606

607

608

- dépenses d'exploitation (selon le modèle 152)

609

610

611

612

B. part(s) de bénéfice de l'exercice en commun de la profession libérale (société civile, etc.)

613

614

615

616

désignation de la profession libérale

n° dossier

bureau d'imposition

a) 617

618

619

b) 620

621

622

C. **bénéfice de cession** ou de cessation non compris sous A. ou B. ci-dessus (suivant annexe)

623

624

625

626

D. **jetons de présence** (conseils communaux, etc.)

+ montant brut (suivant annexe)

627

628

629

630

- dépenses

631

632

633

634

**total A+B+C+D**

635

636

637

638

E. **tantièmes**

+ montant brut (suivant annexe)

639

640

641

642

- dépenses

643

644

645

646

**total A+B+C+D+E (revenu à reporter)**

647

648

649

650

Veuillez reporter les totaux des cases 647 à 650 à la page 16 «revenu imposable 2017», cases 1609 à 1612. La présente rubrique «Bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale» (feuille I) ensemble avec les annexes fait partie intégrante de votre déclaration d'impôt.

### amortissement selon l'article 32, alinéa 1a L.I.R.

I2

☐ 651 demande (la demande doit être appuyée par un bilan fiscal) montant de l'amortissement non déduit au bilan fiscal 2017

652

### retenues d'impôt imputables

I3

**retenue d'impôt sur les tantièmes**

653

retenue d'impôt à la source luxembourgeoise (article 6 de la loi modifiée du 23 décembre 2005) sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière (opérée sur des revenus à imposer au titre de bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale)

1050

654

1011/1013

retenue d'impôt à la source sur les revenus de capitaux (dividendes, etc.)

(opérée sur des revenus imposés au titre de bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale)

655

1016

### bonifications d'impôt

I4

☐ 656 demande pour une **bonification d'impôt en cas d'embauchage de chômeurs** (selon le modèle 805) (le certificat de l'Administration de l'emploi attestant le placement et la continuation de l'emploi est à joindre pour chaque salarié)

657

1075

☐ 658 demande pour une **bonification d'impôt pour investissement dans la formation professionnelle continue** (le certificat délivré par le Ministre des Finances est à joindre)

659

1077

REVENU NET PROVENANT D'UNE OCCUPATION SALARIÉE

S

n° dossier								année 2017	

revenus non exonérés		revenus exonérés	
contribuable	contribuable conjoint/partenaire	contribuable	contribuable conjoint/partenaire

détermination du **revenu net provenant d'une occupation salariée**

S1

A.	premier contrat de louage de service	701	702	703	704
B.	deuxième contrat de louage de service	705	706	707	708
C.	prestations en cas de maladie, de maternité, d'accident et de chômage	709	710	711	712
D.	autre(s) (à spécifier)	713	714	715	716
		717	718	719	720
<b>total A+B+C+D</b>		2112	2119	721	722
E.	salaires brut versé dans le cadre du régime d'imposition forfaitaire de l'article 137(5) L.I.R. (en cas de demande en régularisation, veuillez indiquer toutes les rémunérations soumises à l'imposition forfaitaire)	723	724	725	726
		2113	2120	727	728
<b>total A+B+C+D+E</b>		729	730	731	732
(le(s) certificat(s) est(sont) à joindre en annexe)		2114	2121	733	734

à déduire:

a)	- salaires payés pour les heures supplémentaires	735	736	737	738
		2115	2122	739	740
-	suppléments de salaires pour travail de nuit, de dimanche et de jours fériés	741	742	743	744
		2116	2123	745	746
-	autres exemptions (à spécifier)	747	748	749	750
		2117	2124	751	752
b)	frais d'obtention (minimum forfaitaire de 540 € par salarié, majoré en cas d'invalidité ou d'infirmité). En cas de déduction des frais effectifs, les détails sont à joindre en annexe	753	754	755	756
		2118	2125	757	758
c)	frais de déplacement (lorsque l'éloignement dépasse 4 unités d'éloignement sans en dépasser 30, la déduction forfaitaire est de 99 € par unité. Les 4 premières unités ne sont pas prises en compte et la déduction est limitée à 2.574 €)	759	760	761	762
		2119	2126	763	764
désignation du lieu de travail (en cas de plusieurs lieux de travail, les cases 767 à 782 ci-après sont à remplir)		765	766	767	768
		2120	2127	769	770
<b>total des déductions</b>		771	772	773	774

<b>total A+B+C+D+E - déductions</b> (revenus à reporter)	775	776	777	778
		0128	0129	6130
retenue d'impôt à la source sur les salaires	779	780	781	782
		1084	1085	

Veuillez reporter les totaux des cases 759 à 762 à la page 16 «revenu imposable 2017», cases 1613 à 1616. La présente rubrique «Revenu net provenant d'une occupation salariée» (feuille S) ensemble avec les annexes fait partie intégrante de votre déclaration d'impôt.

plusieurs lieux de travail

S2

		contribuable		contribuable conjoint / partenaire	
1 <sup>er</sup> lieu de travail	localité	767		768	
	période	du 769	au 770	du 771	au 772
	fréquence	jour(s) <input type="checkbox"/> par semaine	773	jour(s) <input type="checkbox"/> par semaine	774
		<input type="checkbox"/> par mois		<input type="checkbox"/> par mois	
2 <sup>e</sup> lieu de travail	localité	775		776	
	période	du 777	au 778	du 779	au 780
	fréquence	jour(s) <input type="checkbox"/> par semaine	781	jour(s) <input type="checkbox"/> par semaine	782
		<input type="checkbox"/> par mois		<input type="checkbox"/> par mois	

# REVENU NET RÉSULTANT DE PENSIONS OU DE RENTES

P

n° dossier								année 2017							

revenus non exonérés		revenus exonérés	
contribuable	contribuable conjoint/partenaire	contribuable	contribuable conjoint/partenaire

## détermination du revenu net résultant de pensions ou de rentes

P1

A.	pensions et autres allocations (montant brut) payées par les anciens employeurs ou par les caisses autonomes de retraite	801	802	803	804
		805	806	807	808
<b>total A</b>		809	810	811	812
		2132	2139		
B.	+ rentes viagères mensuelles résultant d'un contrat de <b>prévoyance-vieillesse</b> (montant brut)	813	814	815	816
	- exemption de 50% (art. 115, no 14a L.I.R.)	817	818	819	820
C.	+ arrérages de rentes et d'autres allocations et avantages périodiques (montant brut) non compris sous A. ou B. ci-dessus	821	822	823	824
	- exemption de 50% (art. 115, no 14 L.I.R.) ou autres exemptions	825	826	827	828
<b>total B+C</b>		829	830	831	832
		2133	2140		
<b>total A+B+C</b>		833	834	835	836

à déduire:

**frais d'obtention** (minimum forfaitaire de 300 €). En cas de déduction des frais effectifs, les détails sont à joindre en annexe

837	838	839	840
2134	2141		

**total A+B+C - déductions** (revenus à reporter)

841	842	843	844
0148	0149	6150	

retenue d'impôt à la source sur les pensions

845	846	847	848
1087	1088		

*Veuillez reporter les totaux des cases 841 à 844 à la page 16 «revenu imposable 2017», cases 1617 à 1620. La présente rubrique «Revenu net résultant de pensions ou de rentes» (feuille P) ensemble avec les annexes fait partie intégrante de votre déclaration d'impôt.*

## abattement extra-professionnel

P2

☐ 849 Nous demandons un **abattement extra-professionnel** au sens de l'article 129b (2) c) L.I.R. applicable aux époux et partenaires imposables collectivement.

La rente / pension existe depuis le

850
-----

*L'abattement est applicable lorsque l'un des époux / partenaires réalise un bénéfice commercial, un bénéfice agricole et forestier, un bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale ou un revenu d'une occupation salariée et lorsque l'autre réalise depuis moins de 36 mois (au début de l'année d'imposition) un revenu résultant de pensions ou de rentes.*

pension ou rente à soumettre à la **contribution dépendance**

0155
------

frais d'obtention à déduire

0156
------



REVENU NET PROVENANT DE CAPITAUX MOBILIERS

CA

n° dossier

année 2017

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

revenus non exonérés

revenus exonérés

(ne concerne que les contribuables  
non résidents demandant l'application de  
l'article 157ter L.I.R.)

détermination du revenu net provenant  
de capitaux mobiliers

contribuable

contribuable  
conjoint/partenaire

contribuable

contribuable  
conjoint/partenaire

Les frais d'obtention en relation directe avec un investissement de la présente catégorie de revenus sont à porter en déduction des  
revenus y relatifs; les détails sont à fournir sur une annexe ou moyennant le modèle 180.

CA1

A. **revenus soumis à la retenue d'impôt à la source libératoire luxembourgeoise sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière (en vertu des articles 6 et 6bis de la loi modifiée du 23 décembre 2005): ne sont pas à déclarer**  
(le montant de la retenue d'impôt à la source sur revenus de capitaux opérée sur des revenus à imposer au titre de bénéfice commercial, de bénéfice agricole et forestier ou de bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale est à mentionner sur les feuilles de détermination des revenus C, A ou I)

B. **revenus passibles de la retenue d'impôt luxembourgeoise**

produits d'actions, de parts de capital, de parts  
bénéficiaires ou d'autres participations provenant  
d'organismes à caractère collectif et autres produits  
(montant brut - exemption de 50%)

901

902

C. **revenus non soumis à la retenue d'impôt luxembourgeoise**

a) produits de valeurs mobilières en provenance d'Etats  
avec lesquels le Luxembourg a conclu des  
conventions contre les doubles impositions (montant  
brut - exemption de 50%)

903

904

905

906

b) produits de valeurs mobilières provenant d'Etats non  
visés sous a) ci-dessus

907

908

909

910

c) revenus alloués par les sociétés de gestion de  
patrimoine familial (SPF), les organismes de  
placement collectif (OPC) de droit luxembourgeois,  
y compris les sociétés d'investissement en capital à  
risque (SICAR)

911

912

913

914

d) intérêts d'obligations, de dépôts d'épargne et  
d'autres créances (prêts, avoirs, comptes courants,  
dépôts, comptes d'épargne non visés sous A.)

915

916

917

918

D. **autres revenus de capitaux non visés ci-dessus**  
(revenus au sens de l'article 97 (1) n°s 6 à 9 L.I.R.)

919

920

921

922

total B+C+D

923

924

925

926

à déduire:

**frais d'obtention:** minimum forfaitaire (25 €); le  
forfait est doublé dans le chef des époux ou  
partenaires imposables collectivement (50 €). Ce  
forfait est déductible à défaut de frais d'obtention en  
rapport avec les différents investissements de la  
présente catégorie de revenus

927

928

929

930

**tranche exemptée (article 115, no 15 L.I.R.):**  
maximum 1.500 €, ce plafond est doublé dans le  
chef des époux ou partenaires imposables  
collectivement. La déduction ne peut pas dépasser le  
total des revenus

931

932

933

934

total B+C+D - déductions (revenus à reporter)

935

936

937

938

Veuillez reporter les totaux des cases 935 et 938 à la page 16 «revenu imposable 2017», cases 1621 et 1624. La présente rubrique  
«Revenu net provenant de capitaux mobiliers» (feuille CA) ensemble avec les annexes fait partie intégrante de votre déclaration d'impôt.

0168

0169

retenue d'impôt

CA2

retenue d'impôt à la source sur les revenus de capitaux indigènes

939

1016

montant imputable de la retenue d'impôt à la source européenne sur les revenus de l'épargne sous forme de  
paiement d'intérêts (si ces revenus n'ont pas été soumis à la retenue sous A.)

940

1012

impôt étranger imputable suivant les conventions contre les doubles impositions

941

1040

impôt étranger imputable suivant annexe (en absence d'une convention)

942

1080

revenu net de capitaux mobiliers à  
soumettre à la contribution dépendance

0175

# REVENU NET PROVENANT DE LA LOCATION DE BIENS

L

n° dossier								année 2017							

revenus non exonérés		revenus exonérés	
contribuable	contribuable conjoint/partenaire	contribuable	contribuable conjoint/partenaire

## détermination du revenu net provenant de la location de biens

L1

A. revenu provenant de la location ou de l'affermage de propriétés bâties (selon le modèle 190), non bâties (selon le modèle 195) et de biens meubles	1001	1002	1003	1004
B. parts de revenu provenant de la location ou de l'affermage de propriétés bâties de copropriétés indivises (selon les modèles 200 et 210)	1005	1006	1007	1008
C. revenu provenant de la concession du droit d'extraction de substances minérales, p.ex. minerais, pierres et terres (suivant annexe)	1009	1010	1011	1012
D. revenu provenant de redevances payées pour l'usage ou la concession de l'usage de droits de propriété industrielle ou intellectuelle, p.ex. brevets, droits d'auteur (suivant annexe)	1013	1014	1015	1016
E. perte de location en relation économique avec un immeuble en voie de construction	1017	1018	1019	1020
F. - intérêts débiteurs déductibles ou arrérages de rentes viagères en rapport avec l'habitation occupée par le propriétaire ou cédée gratuitement à des tiers non comprise sous A. ou B. ci-dessus (remplir rubrique L2 ci-après)	1021	1022	1023	1024
- part non encore déduite des frais importants d'obtention (règlement grand-ducal du 31/7/1980)	1025	1026	1027	1028
revenu à reporter	1029	1030	1031	1032
	0188	0189	6190	

Veuillez reporter les totaux des cases 1029 à 1032 à la page 16 «revenu imposable 2017», cases 1625 à 1628. La présente rubrique «Revenu net provenant de la location de biens» (feuille L) ensemble avec les annexes fait partie intégrante de votre déclaration d'impôt.

## intérêts débiteurs déductibles et arrérages de rentes viagères en rapport avec l'habitation occupée par le propriétaire ou cédée gratuitement à des tiers

L2

détail des dettes, des arrérages de rentes et des charges permanentes en rapport avec l'(les) immeuble(s) précité(s) (terrain, construction, etc.)

nom de l'établissement de crédit ou nom et adresse du bénéficiaire de la rente	relation économique de la dette ou nature de la rente	montant de la dette à la fin de l'année	intérêts débiteurs ou charges acquittés	subvention, bonification d'intérêts
1033	1034	1035	1036	1037
1038	1039	1040	1041	1042
1043	1044	1045	1046	1047
1048	1049	1050	1051	1052

La valeur locative (fixée à 0% de la valeur unitaire depuis le 1/1/2017) peut être réduite jusqu'à concurrence d'un plafond des intérêts et des arrérages de rentes viagères (diminués d'une éventuelle subvention ou bonification). Ce plafond est majoré de son propre montant pour le conjoint, pour le partenaire et pour chaque enfant ayant fait partie du ménage du contribuable.

date d'occupation de l'habitation	avant le 1/1/2007	entre le 31/12/2006 et le 1/1/2012	après le 31/12/2011
plafond déductible	1.000	1.500	2.000

### habitation A

### habitation B

habitation sise à	1053	1054
numéro - rue	1055 1056	1057 1058
occupée depuis le	1059	1060
intérêts débiteurs ou rentes viagères déductibles (à reporter aux cases 1021 à 1024)	1061	1062

revenu net de la location de biens à soumettre à la contribution dépendance	0195
---	------

# REVENUS NETS DIVERS

D

n° dossier								année 2017			

revenus non exonérés				revenus exonérés			
contribuable		contribuable conjoint/partenaire		contribuable		contribuable conjoint/partenaire	

## détermination des revenus nets divers

D1

A. revenu provenant de la cession à titre onéreux de participations importantes dans des organismes à caractère collectif (p.ex. société anonyme, société à responsabilité limitée, etc.) ou du partage total ou partiel de l'actif net investi de pareils organismes (suivant annexe)	1101	1102	1103	1104
B. revenu provenant de plus-values réalisées lors de la cession de biens du patrimoine privé (selon le modèle 700)				
1. bénéfice de spéculation	1105	1106	1107	1108
2. bénéfice de cession	1109	1110	1111	1112
C. revenu provenant de prestations diverses non comprises dans une autre catégorie de revenus (p. ex. entremises occasionnelles, commissions secrètes, etc.)				
+ recettes (suivant annexe)	1113	1114	1115	1116
- frais d'obtention (suivant annexe)	1117	1118	1119	1120
D. remboursement sous forme de capital en exécution d'un contrat de <b>prévoyance-vieillesse</b> , restitution de l'épargne à l'ayant droit en cas de décès de l'épargnant, ainsi que remboursement anticipé du capital épargné pour des raisons d'invalidité ou de maladie grave (art. 99, no 4 L.I.R.)	1121	1122	1123	1124
E. autre remboursement résultant d'un contrat de <b>prévoyance-vieillesse</b> non visé sous D. (article 99, no 5 L.I.R.)	1125	1126	1127	1128
<b>revenu à reporter</b>	1129	1130	1131	1132

0208

0209

6210

Veuillez reporter les totaux des cases 1129 à 1132 à la page 16 «revenu imposable 2017», cases 1629 à 1632. La présente rubrique «Revenus nets divers» (feuille D) ensemble avec les annexes fait partie intégrante de votre déclaration d'impôt.

revenus nets divers à soumettre à la  
[contribution dépendance](#)

0215

## acquisitions et cessions de biens immobiliers

D2

date de l'acte notarié		nature du bien immobilier	situation du bien immobilier	superficie	nom et adresse complète du cédant ou de l'acquéreur	prix d'acquisition (frais d'acte compris) ou prix de cession
acquisition	cession					
1133	1134	1135	1136	1137	1138	1139
1140	1141	1142	1143	1144	1145	1146
1147	1148	1149	1150	1151	1152	1153
1154	1155	1156	1157	1158	1159	1160
1161	1162	1163	1164	1165	1166	1167

En cas de cession de biens immobiliers, le modèle 700 est à remplir.

n° dossier								année 2017			

revenus non exonérés	
contribuable	contribuable conjoint/partenaire

revenus extraordinaires

EX1

☐ demande pour l'application des taux de l'article 131 L.I.R. à l'endroit des revenus extraordinaires au sens de l'article 132 L.I.R. mentionnés ci-après. Les revenus sont compris dans le total des revenus nets.

nature des revenus			
	1201	1202	1203
	1204	1205	1206
	1207	1208	1209
	1210	1211	1212
	<b>totaux</b>	1213	1214
application de l'article 132(1) L.I.R. (étalement)		1215	0706/1606
application de l'article 132(2) L.I.R. (50% du taux global)		1216	0707/1607
application de l'article 132(3) L.I.R. (25% du taux global)		1217	0708/1608
application de l'article 133 L.I.R.		1218	0709/1609

La présente rubrique «Revenus extraordinaires» (feuille EX) ensemble avec les annexes fait partie intégrante de votre déclaration d'impôt.

n° dossier						année 2017					

# 1. dépenses spéciales déductibles couvertes par le minimum forfaitaire

Ne sont à déclarer que les dépenses qui ne sont à considérer ni comme dépenses d'exploitation, ni comme frais d'obtention et qui ne sont pas en rapport économique avec des revenus exemptés.

DS1

## A. arrangements de rentes et de charges permanentes

### 1. dus en vertu d'une obligation particulière

### 2. payés au conjoint divorcé (maximum 24.000 € par conjoint divorcé):

- à l'occasion d'un divorce par consentement mutuel
- fixés par décision judiciaire dans le cadre d'un divorce prononcé après le 31/12/1997
- fixés par décision judiciaire dans le cadre d'un divorce prononcé avant le 1/1/1998

☐ <sup>1304</sup> une demande conjointe du débiteur et du bénéficiaire de la rente est jointe à la présente déclaration

1301

0400

1302

0405

1303

0406

1305

0407

détails concernant les arrangements de rentes et de charges permanentes versés (cases 1301 à 1305)

nom et adresse complète du bénéficiaire	nature de la rente	charges et arrangements acquittés en 2017
1306	1307	1308
1309	1310	1311

## B. a) intérêts débiteurs en relation économique avec des prêts de consommation, finançant des voitures, des biens meubles, etc. (les intérêts débiteurs en rapport avec des immeubles bâtis ou en voie de construction sont à remplir à la page 10, cases 1033 à 1052)

nom et adresse du créancier	relation économique de la dette	montant de la dette au 31/12/2017	intérêts débiteurs	subvention, bonification
1312	1313	1314	1315	1316
1317	1318	1319	1320	1321
1322	1323	1324	1325	1326
1327	1328	1329	1330	1331

### b) primes d'assurance

- primes versées à titre d'assurance en cas de vie, de décès, d'accidents, d'invalidité, de maladie ou de responsabilité civile à des compagnies d'assurance agréées et ayant leur siège dans un Etat membre de l'Union européenne (ne sont pas déductibles les primes en relation avec les risques suivants: dégâts, vol, incendie, bris de glace, casco, etc.)
- cotisations versées à des sociétés de secours mutuels reconnues, dont le but est d'assurer les risques de maladie, d'accident, d'incapacité de travail, d'infirmité, de chômage, de vieillesse ou de décès

entreprise d'assurance / mutuelle	risque assuré (indiquer en outre le début et la fin de la durée contractuelle des assurances en cas de vie)	primes (taxes et frais compris)
1332	1333	1334
1335	1336	1337
1338	1339	1340
1341	1342	1343
1344	1345	1346
1347	1348	1349
1350	1351	1352

le montant le moins élevé (plafond ou total) est à inscrire dans la case 1355

plafond de 672 €, majoré de son propre montant pour le conjoint, pour le partenaire et pour chaque enfant ayant fait partie du ménage

1353

total

1354

1355

0430

majoration plafond: versement d'une prime unique au titre d'une assurance temporaire au décès à capital décroissant en vue d'assurer le remboursement d'un prêt consenti pour: ☐ <sup>1356</sup> l'acquisition d'un équipement professionnel ☐ <sup>1357</sup> les investissements en besoins personnels d'habitation; chaque enfant déclenche une majoration du plafond à utiliser au choix (indiquer le nombre d'enfants):

soit du contribuable

1358

soit du conjoint / partenaire

1359

## C. cotisations payées à titre personnel en raison d'une assurance continuée, volontaire ou facultative, et d'un achat de périodes en matière d'assurance maladie et d'assurance pension auprès d'un régime de sécurité sociale

1360

0420

n° dossier

année 2017

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

1. dépenses spéciales couvertes par le minimum forfaitaire (suite)

D. primes versées en vertu d'un contrat de **prévoyance-vieillesse** visé à l'article 111bis L.I.R.

compagnie d'assurance / établissement de crédit	primes payées en 2017			
	début du contrat	fin du contrat	contribuable	contribuable conjoint/partenaire
1401	1402	1403	1404	1405
1406	1407	1408	1409	1410
1411	1412	1413	1414	1415
plafond de 3.200 € pour le contribuable et 3.200 € pour le conjoint/partenaire			1416	1417

total

1418

0435

E. cotisations versées à des caisses d'**épargne-logement** agréées dans un Etat membre de l'Union européenne en vertu d'un contrat d'épargne-logement

caisse d'épargne-logement	cotisations versées en 2017		
	début du contrat	contribuable	contribuable conjoint/partenaire
1419	1420	1421	1422
1423	1424	1425	1426
1427	1428	1429	1430
plafond de 672 € (1.344 € si l'âge du souscripteur est de 18 à 40 ans accomplis au début de l'année d'imposition), majoré de son propre montant pour le conjoint, pour le partenaire et pour chaque enfant ayant fait partie du ménage			1431

le montant le moins élevé  
(plafond de la case 1431  
ou total des cases 1421 à  
1430) est à inscrire dans la  
case 1432

total

1432

total des dépenses spéciales couvertes par le minimum forfaitaire (cases 1301 à 1432)

si le montant des dépenses spéciales (case 1433) est inférieur au minimum forfaitaire, celui-ci s'y substitue. Le minimum forfaitaire s'élève à 480 € par an; ce montant est doublé dans le chef des **époux** et des **partenaires** imposables collectivement et percevant chacun des **revenus d'une occupation salariée**

1433

0450/6450

1434

2. dépenses spéciales déductibles en dehors du minimum forfaitaire

DS2

A. prélèvements et **cotisations en raison de l'affiliation obligatoire des salariés et des non-salariés** à un établissement de sécurité sociale luxembourgeois ou étranger, ainsi que la retenue pour pension opérée dans le secteur public

en relation avec des revenus  
non exonérés

1435

0498/0499/0500

en relation avec des  
revenus exonérés

1436

6500

B. cotisations personnelles dans le cadre d'un **régime complémentaire de pension** instauré selon la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension (déductibles à concurrence d'un plafond de 1.200 €)

1437

0440

1438

6440

C. **libéralités** (la somme des dons ne peut être ni inférieure à 120 €, ni supérieure à 1.000.000 € et elle ne peut pas dépasser 20% du total des revenus nets; les montants dépassant ces limites peuvent être reportés sur les deux années d'imposition subséquentes et doivent être indiqués sur une annexe)

bénéficiaire	montant	bénéficiaire	montant
1439	1440	1441	1442
1444	1445	1446	1447
1448	1449	1450	1451
1453	1454	1455	1456
1457	1458	1459	1460

report 2015

1443

1522

report 2016

1452

1521

libéralités 2017

1461

1520

D. **pertes d'exploitation reportables** dans les conditions de l'article 114 L.I.R.

année	perte	année	perte	année	perte
1462	1463	1464	1465	1466	1467
1468	1469	1470	1471	1472	1473

total

1474

total des dépenses spéciales déductibles (cases 1433 ou 1434 et 1435, 1437, 1439 à 1474)  
veuillez reporter le total de la case 1475 à la page 16 «revenu imposable 2017», case 1637

1475

n° dossier	année 2017

demande pour un abattement de revenu imposable du fait de **charges extraordinaires**

- ☐ 1501 abattement de revenu imposable du fait de charges extraordinaires (article 127 L.I.R.) qui sont inévitables et qui réduisent de façon considérable la faculté contributive.

Le détail des charges doit être indiqué ci-après. Dans le cas de frais de maladie, le montant brut, le détail des frais exposés et le détail des remboursements par des tiers sont à joindre. Dans le cas de l'entretien de parents nécessiteux, leurs noms, le détail de leurs revenus, la durée de l'entretien, le montant de la charge et le ménage, dont les parents nécessiteux font partie, sont à indiquer.

	1502
	1503
	1504
	1505
	1506

**abattements forfaitaires** prévus pour les charges extraordinaires suivantes:

- ☐ 1507 **invalidité et infirmité** (règlement grand-ducal modifié du 7 mars 1969)
- taux de la réduction de la capacité de travail  1508 %
- certificat médical: ☐ 1509 en annexe ☐ 1510 déjà présenté
- ☐ 1511 **frais de domesticité, frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance, frais de garde d'enfant** (règlement grand-ducal modifié du 19 décembre 2008)
- montant mensuel des frais  1512 pendant  1513 mois montant annuel des frais  1514
- nom du bénéficiaire (hommes/femmes de charge, crèche, etc.)  1515

- ☐ 1516 abattement de revenu imposable pour charges extraordinaires en raison des **enfants n'ayant pas fait partie du ménage du contribuable**. L'abattement n'est pas accordé lorsque les deux parents de l'enfant partagent, avec leur enfant, une habitation commune.

nom et prénom de l'enfant	date de naissance / n° d'identification personnelle	montant annuel des frais	spécification de la formation professionnelle
---------------------------	---	--------------------------	---

a) enfants âgés de moins de 21 ans au 1/1/2017 ou nés en cours de l'année - dont j'ai supporté principalement (plus de 50%) les frais d'entretien et d'éducation

1517	1518	1519
année mois jour	année mois jour	
1520	1521	1522
année mois jour	année mois jour	
1523	1524	1525
année mois jour	année mois jour	
1526	1527	1528
année mois jour	année mois jour	

b) enfants âgés d'au moins 21 ans au 1/1/2017 - dont j'ai supporté principalement (plus de 50%) les frais d'entretien et les dépenses relatives aux études

1529	1530	1531	1532
année mois jour	année mois jour		
1533	1534	1535	1536
année mois jour	année mois jour		
1537	1538	1539	1540
année mois jour	année mois jour		

## mobilité durable

demande pour un abattement de revenu imposable pour mobilité durable selon l'article 129d L.I.R.

contribuable *	contribuable conjoint/partenaire *
<input type="checkbox"/> 1541	<input type="checkbox"/> 1542
<input type="checkbox"/> 1543	<input type="checkbox"/> 1544

acquisition d'une voiture automobile à personnes neuve à zéro émissions fonctionnant à l'électricité ou avec une pile à combustible à hydrogène et immatriculée pour la première fois en 2017

cycle avec ou sans pédalage assisté, neuf et acquis en 2017

\* veuillez indiquer le montant de l'abattement réduit de toute aide directe de l'Etat ou d'un organisme public luxembourgeois ou étranger

## investissement en capital-risque

- ☐ 1545 demande pour une bonification d'impôt pour investissement en capital-risque (art. VI de la loi du 22 décembre 1993) (l'original du certificat émis par les ministres ayant dans leurs attributions les Finances et l'Economie est à joindre).

# REVENU IMPOSABLE 2017

n° dossier								année 2017			

revenus non exonérés		revenus exonérés	
contribuable	contribuable conjoint/partenaire	contribuable	contribuable conjoint/partenaire

## détermination du revenu imposable

récapitulation des revenus nets			
bénéfice commercial ( C )	1601	1602	1603
bénéfice agricole et forestier ( A )	1605	1606	1607
bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale ( I )	1609	1610	1611
revenu net provenant d'une occupation salariée ( S )	1613	1614	1615
revenu net résultant de pensions ou de rentes ( P )	1617	1618	1619
revenu net provenant de capitaux mobiliers ( CA )	1621	1622	1623
revenu net provenant de la location de biens ( L )	1625	1626	1627
revenus nets divers ( D )	1629	1630	1631
<b>total des revenus nets</b>	<b>1633</b>	<b>1634</b>	<b>1635</b>
dépenses spéciales ( DS )	1637		
<b>revenu imposable</b>	<b>1638</b>		

### Les déclarations non signées sont considérées comme non avenues.

Nous affirmons / J'affirme que la présente déclaration est sincère et complète. Les détails des revenus déclarés, des dépenses spéciales et des charges extraordinaires font partie intégrante de la présente déclaration d'impôt.

\_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
signature(s)

### réservé à l'Administration

abattement pour charges extraordinaires (article 127 L.I.R.)		revenu imposable ajusté (article 126 L.I.R.)	
	0610		0700
abattement pour charges extraordinaires (article 127bis L.I.R.)		revenus extraordinaires imposables à un taux spécial	
	0650		0710
abattement extra-professionnel (article 129b L.I.R.)		revenu à imposer suivant le barème	
	0623/6623		0720
abattement pour mobilité durable (article 129d L.I.R.)		crédit d'impôt monoparental	
	0630/0635		1095
abattement au sens de l'article 153(5) L.I.R.			
	0640/6640		